

# Les dix (nouveaux) commandements

Utilisée pour la première fois en 1989, l'expression «Consensus de Washington» recouvre la feuille de route de l'ordre néo-conservateur triomphant et conquérant depuis l'arrivée de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher aux commandes. Adopté par les organisations financières internationales, y compris interétatiques, il régit leurs conditions d'assistance aux pays en difficulté en instaurant notamment un contrôle de performance établi sur une batterie de critères des plus réactionnaires : démantèlement du secteur public, privatisation des services publics, interdiction des subventions, flexibilité et précarisation de l'emploi, soumission aux lois du profit pour la satisfaction des besoins élémentaires (basic needs) en eau, éducation et santé. Qu'advient-il de ce «consensus» en pleine crise financière ?

John Williamson, l'auteur du concept, un keynésien déclaré, revient sur les traces de son bébé pour étudier ce que le G 20 lui réserve comme avenir, dans une récente contribution parue sur le site du Peterson Institute ce 10 avril<sup>(\*)</sup>.

Il le fait pour réagir à l'idée émise par le Premier ministre britannique Gordon Brown que l'ancien «Consensus de Washington» serait déjà mort et enterré et qu'il est désormais remplacé par un nouveau consensus atteint à Londres, à la faveur du dernier Sommet du G20.

L'exercice auquel il se livre à nouveau consiste à comparer les dix commandements fondateurs du «Consensus de Washington» avec les nouvelles recommandations de Londres.

Le communiqué de Londres comporte, en effet, un engagement à travailler pour un «nouveau consensus mondial sur les principales réformes et les principes qui soutiendront une activité économique durable» (paragraphe 21).

John Williamson révèle qu'au-delà des déclarations d'intention et des saupoudrages à la crise rien de substantiel ne semble affecter l'ordre dominant des choses.

Retour aux sources et rappel des dix mythes fondateurs du «Consensus de Washington» :

1. Discipline budgétaire. L'idée est que les gouvernements devraient éviter de financer des tensions inflationnistes et chercher à financer par des mécanismes dits de «taxation honnête» ce qu'ils dépensent.

2. Réorientation des dépenses publiques. Un déficit excessif devrait être corrigé par une diminution des dépenses publiques ou une augmentation de la fiscalité. Les seules dépenses publiques censées couvrir des besoins utiles, sont celles destinées à la santé, l'éducation et l'infrastructure, par opposition (comme c'est souvent le cas) à la défense, la bureaucratie, ou la subvention de productions industrielles étatiques.

3. Réforme fiscale. L'idée était d'améliorer les mesures d'incitation, sans aggravation de la répartition des revenus, avec une réduction des taux marginaux d'imposition et l'élargissement de l'assiette d'imposition fiscale.

4. Libéralisation financière. La circulation des capitaux est libre.

5. Taux de change compétitif.

6. Libéralisation du commerce et abolition des subventions à l'exportation.

7. Libéralisation des investissements directs étrangers (IDE), avec abolition des restrictions sur les entrées et les sorties d'IDE.

8. Privatisation des industries d'Etat.

9. Déréglementation (au sens de suppression des barrières douanières et tarifaires à l'entrée et à la sortie). Cette expression sera ultérieurement associée à celle de mondialisation.

10. Droits de propriété. Le «Consensus de Washington» portait initialement sur l'extension des droits de propriété au secteur informel.

John Williamson a raison de rappeler que, même dans les années 1990, les participants au Sommet de Londres adhéraient tous au «Consensus de Washington», et que certains d'entre eux étaient même parties prenantes de ce même consensus.

En déclarant sans ambages au paragraphe 3 que «la prospérité est indivisible», les participants au Sommet de Londres réitéraient qu'ils n'ont pas l'intention de renoncer à la mondialisation de ces dernières décennies. L'importance de maintenir un système commercial ouvert est par la suite soulignée dans les paragraphes 12, 22, 23 et 24.

Le même paragraphe 3 mentionne les trois fondements d'une mondialisation «durable et de prospérité» : l'ouverture, l'adoption des lois du marché et, seul fait apparemment nouveau, «une réglementation efficace».

Sur l'engagement à éviter le piège du protectionnisme, la réalité est tout autre. Elle ressemble plutôt à cette plaque d'un chantier naval anglais réservant l'embauche aux citoyens britanniques : «Portugais ou Italiens s'abstenir», dans une Europe censée avoir bouclé tous les cycles d'intégration-fusion chers à Bela Balassa, le grand spécialiste austro-américain de la question.

Pour rester en Europe, le gouvernement français, qui a la Tchéquie dans sa ligne de mire, subordonne ses aides à l'industrie automobile au maintien des emplois sur le sol français. Plus à gauche, on n'est pas plus internationaliste, ni européen : l'équipe de José Luis Zapatero prône une politique protectionniste inédite formulée dans les termes suivants : «Il faut introduire le facteur espagnol dans les habitudes de consommation.»

Chaque sujet de Sa Majesté est invité à acheter pour 150 euros de produits «made in Spain».

Ce repli n'est pas rassurant. En 1929, la contraction des échanges avait prolongé la crise jusqu'à la guerre et ce, malgré l'introduction de l'obligation d'audit avec responsabilité civile. Aujourd'hui, tous les regards sont portés sur les agences de notation. Une situation dans laquelle on se mord la queue lorsqu'on sait que lesdites agences ne sont que des analystes financiers qui utilisent les travaux d'audit qui leur sont remis par les banques auditées et notées.

«Il y a plusieurs questions qui n'étaient pas intégrées dans le «Consensus de Washington» : la prospérité partagée, la réglementation, de solides institutions mondiales et l'environnement». La prospérité partagée (répartition des revenus) n'y figure pas, parce que le sort des pauvres n'était tout simplement pas à l'ordre du jour, parce qu'ils ne pouvaient pas faire autant de bruit que maintenant ou parce que, l'érosion des couches moyennes aidant, l'ordre social n'a jamais été aussi explosif.

S'agissant des questions majeures constitutives du «Consensus de Washington», à savoir la mondialisation, l'économie de marché et la discipline fiscale, le communiqué de Londres est considéré «plus comme un développement que comme une réfutation du Consensus de Washington».

Il reste à savoir sur quoi portera la réglementation largement convenue et qui pourra la mener à bien ?

Il ne faut surtout pas se fier aux gesticulations des politiques, à la gravité de leurs propos ou aux menaces qu'ils peuvent proférer contre le monde de la finance. Loin des caméras, c'est le grand amour. Faire assumer la régulation aux appareils actuels de l'Etat capitaliste, c'est confier la garde d'une crèche ou d'une



Par Ammar Belhimer  
ambelhimer@hotmail.com

école à un pédophile. L'échec de l'Etat à réguler le secteur bancaire est évident, avéré et structurel.

La déconnexion des marchés monétaires et financiers, l'abrogation des contrôles des changes et l'avènement des produits dérivés sous forme d'innovations financières ont, dès le début des années 1980, fait éclater en lambeaux la fonction traditionnelle d'intermédiation des banques. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, cela s'est fait sous la conduite du socialiste Jacques Delors à la tête des Commissions européennes, du temps du gouvernement Bérégovoy.

L'autre faille insurmontable de la régulation est l'absence de contrôle des dirigeants des banques par les actionnaires, y compris lorsque l'Etat est propriétaire des banques comme pour les «Landesbanken» sous contrôle des Länder allemands.

Tout le reste n'est que de la poudre aux yeux.

A. B.

(\*) John Williamson, *Global Financial Crisis, The "Washington Consensus" : Another Near-Death Experience ?* Peterson Institute for International Economics April 10th, 2009.

## AVION CANADIEN

# Le preneur d'otages arrêté

L'homme armé qui retenait en otages six membres d'équipage à bord d'un avion canadien à l'aéroport de Montego Bay en Jamaïque a été arrêté par les forces de l'ordre, a déclaré hier le ministre jamaïcain de l'Information Daryl Vaz.

«La police militaire est parvenue à arrêter l'homme armé sans que personne soit blessé. Les six membres d'équipage sont sortis de l'avion et l'homme a été placé en détention au moment où nous parlons», a déclaré M. Vaz à la chaîne de télévision américaine CNN. L'homme était monté à bord du vol CanJet, pour le compte de Transat Tours Canada, lors d'une escale à l'aéroport international Sangster de Montego Bay, et pris le contrôle de l'appareil. Il avait ensuite libéré 174 passagers et deux



membres d'équipage sans faire de victimes.

L'avion en provenance de Halifax (est du Canada) se rendait à Cuba. Interrogé sur la chaîne de télévision

canadienne CBC, le ministre jamaïcain a précisé que les policiers avaient pris l'avion d'assaut pour libérer les otages, mais sans tirer un seul coup de feu. Le père du preneur

d'otages avait auparavant tenté de convaincre son fils de se rendre, mais «ces négociations ont échoué», entraînant l'assaut des forces de l'ordre, a rapporté M. Vaz. Il a ajouté que l'équipage était secouru par l'incident mais qu'il espérait que les passagers pourraient reprendre au plus vite leur voyage à destination de Cuba.

Le preneur d'otages s'était frayé un chemin dans l'aéroport vers 23h30 dimanche heure locale (4h30 GMT hier), déjouant les contrôles de sécurité, avant de monter dans l'avion, ont dit des responsables jamaïcains.

En short et portant une chemise noire à manches longues, il avait emprunté une entrée réservée au personnel, en présentant de fausses pièces d'identité.